

## Collecticity : Et si les banques laissaient la place aux citoyens ?

Pourquoi solliciter les banques quand des citoyens sont prêts à s'impliquer dans la vie de leur territoire ? Cette plateforme veut changer les habitudes.

Quand une collectivité locale manque d'argent pour financer ses investissements, (et ça arrive souvent), elle fait appel aux banques. Est-ce qu'on ne pourrait pas changer ce réflexe ? Ne serait-il pas préférable de solliciter directement les citoyens volontaires, de les impliquer dans les grands projets et de les récompenser eux, plutôt que le secteur financier ? Telles sont les belles ambitions de [Collecticity](#), une plateforme qui veut remettre le citoyen au coeur de la vie de sa cité. Explications.



Source : Shutterstock

Créé en septembre 2016 par un avocat, un gestionnaire de fonds et un développeur web, *Collecticity* fonctionne à la manière d'une plateforme classique de *crowdfunding*.

Seules différences : ici, on ne finance que les projets des collectivités locales, et sous forme de prêt (*crowdlending*).

Pour l'heure, deux collectivités ont déjà eu recours à cette plateforme proche de la *fintech*.. L'agglomération de Saint-Brieuc, qui a récolté 8 400€ pour financer **des panneaux photovoltaïques**, et le village breton de Langouët (600 habitants), qui a récolté 40 000€ pour créer **des logements 100% recyclables**.



Source : Shutterstock

Pour les collectivités, faire appel à *Collecticity* permet de poursuivre deux objectifs : obtenir des prêts que les banques n'auraient pas forcément accordés et provoquer une "dynamique citoyenne" comme le souligne Daniel Cueff, maire de Langouët, dans les colonnes d'**Alternatives Economiques** :

*"Cette implication nous a obligé à préciser notre projet, l'expliquer, le défendre. J'ai trouvé très intéressant de voir affluer des personnes qui, habituellement, ne viennent pas aux réunions que l'on organise."*

Et le citoyen alors, qu'est-ce qui le motive à prêter son argent ? En gagner davantage ? Peut-être, mais cette motivation est forcément secondaire. D'une part parce que les prêts sont plafonnés à 2 000 € (pour des raisons administratives) et, d'autre part, parce qu'ils ne sont pas follement rémunérés (2,25% dans le cas de Saint-Brieuc, ce qui est mieux qu'un livret A mais loin des placements les plus rentables.)



Source : Shutterstock

Non, l'intérêt est ailleurs. *Collecticity* permet de financer des projets connus, concrets, et utiles à la vie de sa commune ou de son département.

Et ça, ce sont des arguments forts pour tous les citoyens en quête de sens.

Les particuliers ne sont d'ailleurs pas les plus durs à convaincre. Pour financer les maisons recyclables de Langouët par exemple, il y a eu beaucoup plus de volontaires que nécessaire. Ceux qu'il faudra séduire ce sont les collectivités elles-mêmes.

Julien Quistrebert, de *Collecticity*, dans **Alternatives économiques** :

*"La phase d'évangélisation auprès des collectivités prend du temps. Nous devons fournir des gages de sérieux et de crédibilité, chose faite dorénavant avec les premiers projets. Mais le temps des collectivités est long, y compris dans leur processus de décision pour lancer un projet."*



Source : Shutterstock

Un grand emprunt pourrait être lancé par l'association des Maires ruraux de France via *Collecticity*.

Remettre les citoyens au centre des grands projets ?

Une belle initiative qui mérite d'être encouragée.

Tant pis pour les banques.